

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE CLUIS

Les Béjaudes
36340 Mouhers

Références : -
Code AIOT : 0010002808

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement CARRIERE DE CLUIS implanté Les Béjaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un formulaire de réclamation, accompagné d'une lettre, a été transmis le 27 juin 2024 à l'inspection par les services de la préfecture, cette réclamation porte sur des pollutions des sols récurrentes aux hydrocarbures, le plaignant précise les faits suivants :

- déversement au sol de 200 litres d'huile hydraulique issue des flexibles de l'engin DUMPER 775 au niveau du hangar concasseur
- déversement au sol de 250 litres d'huile hydraulique issue de l'engin pelle mécanique- absence de kit anti-pollution sur les engins

Suite au courrier de l'inspection du 03 juillet 2024, l'exploitant a transmis ses réponses par courrier

du 16/07/2024, un 2d courrier pour demande de compléments a été transmis à l'exploitant le 28/08/24 et les compléments ont été réceptionnés par l'inspection le 12/09/2024, les déclarations d'accidents ont été notifiées via le formulaire ARIA ce même jour.

La réclamation a été également transmise aux service de l'inspection du travail, le contrôle terrain du 14/01/2025 a été réalisé conjointement avec les services de l'inspection du travail de l'Indre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE CLUIS
- Les Bégeaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers
- Code AIOT : 0010002808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de leptynite et d'amphibolite autorisée par AP n°36-2016-11-30-002 du 30 novembre 2016, avec une production maximale autorisée de 800 000 tonnes/an sur les communes de Mouhers et Cluis. La carrière dispose d'une unité de traitement de concassage, broyage, criblage, lavage et d'une installation de formulation d'enrobés à froid (40°C), l'installation est autorisée à réceptionner des déchets inertes externes.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.9.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	DECHETS	Code de l'environnement du 14/01/2025, article L541-43	Demande d'action corrective	2 mois
7	RISQUE EXPLOSION	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
8	INCOMPATIBILITE	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	STOCKAGE PRODUITS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	STOCKAGE MATERIAUX	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2.1.1	
3	RETENTION	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.1	Sans objet
4	ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.5.6	Sans objet
9	accès aux zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ACCIDENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement [...].</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a été destinataire d'une plainte à l'encontre du fonctionnement de l'établissement CARRIERES DE CLUIS situé à Mouhers et Cluis. Cette réclamation porte sur des pollutions des sols récurrentes aux hydrocarbures.</p> <p>Le formulaire de réclamation, accompagné d'une lettre, transmis le 27 juin 2024 par le plaignant sur le sujet précise les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> déversement au sol de 200 litres d'huile hydraulique issue des flexibles de l'engin DUMPER 775 au niveau du hangar concasseur déversement au sol de 250 litres d'huile hydraulique issue de l'engin pelle mécanique-absence de kit anti-pollution sur les engins <p>Selon l'exploitant, il y a bien eu ruptures de flexibles sur des engins en février 2024 et en mars 2024, les hydrocarbures ont été contenus et absorbés rapidement et en totalité et les déversements ont eu lieu loin (170m et 380m) du lieu de pompage, il n'y a donc pas eu de pollution à l'intérieur ni à l'extérieur de la carrière.</p> <p>Par courriers en date du 03/07/2024 et 28/08/2024, l'inspection des installations a demandé à l'exploitant d'expliquer les faits et de notifier les 2 accidents survenus en février et mars 2024 en transmettant les actions correctives. Les éléments ont été transmis par courrier le 16/07/2024 et les notifications d'accidents le 12/09/2024. Ces notifications ont été transmises au BARPI.</p> <p>L'inspection des installations a rappelé à l'exploitant lors de la visite d'inspection du 14/01/2025</p>

ses obligations d'information et de déclaration de tout accident survenant dans l'enceinte de l'ICPE. Tout accident devra être signalé dans les 48 heures.
Écart constaté: pas de déclaration d'accident faite lors des 2 déversements accidentels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : ACCIDENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan action
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires [...] pour prévenir en toutes circonstances [...] le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients [...].
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection des installations classées a adressé à l'exploitant 2 courriers en date du 03/07/2024 et 28/08/2024 afin de demander à l'exploitant les actions mises en place au sein de son établissement pour prévenir en toutes circonstances les déversements, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients. Selon les déclarations de l'exploitant, les actions suivantes sont en place: <ul style="list-style-type: none"> des kits anti-pollution sont présents dans les engins et en cas de besoin des absorbants spécifiques sont stockés à l'atelier car trop volumineux. Ce kit en sac jaune de 20L contient : boudins, feuilles et coussins, essuyeurs, sacs-poubelle et gants. Sur les photos transmises avec la plainte, ce sac jaune est identifiable. Les fiches techniques du fournisseur EUROSORB ont été transmises par l'exploitant. sensibilisation du personnel interne et externe à la conduite à tenir en cas de déversement accidentel pour tout nouvel arrivant et sensibilisation aux règles "sécurité et environnement" mensuelle lors de réunion « quarts d'heure environnement". L'inspection des installations a consulté un extrait de la présentation traitant de la conduite à tenir en cas de fuite hydraulique et la fiche d'émargement de la sensibilisation faite en septembre 2023. établissement d'un plan de prévention annuel avec les entreprises sous-traitante avant toute intervention sur site, dans lequel sont consignés les suivis obligatoires (VGP) des engins, la qualification du personnel...Au verso du plan de prévention simplifié, une

consigne de conduite à tenir en cas de pollution accidentelle environnementale est présente.

- contrôles quotidiens à réaliser avant la mise en route des engins. L'inspection des installations classées a pu consulter les fiches 2024 "Suivi obligatoire des rotations et contrôle quotidien obligatoire des dumpers et tombereaux" et "Suivi obligatoire des rotations et contrôle quotidien obligatoire des chargeuses". Sur ces formulaires à remplir par les opérateurs, une vérification de l'état général de l'engin en début de poste est à faire, dont "fuite huile, eau ...", "purgés des réservoirs", "niveau des liquides"...
- procédure "fuites d'hydrocarbures au carreau avec pollution des eaux". Cette procédure a été transmise par l'exploitant à l'inspection, qui a demandé à ce qu'elle soit complétée par une analyse systématique des sols et des eaux en cas de pollution significative. Lors de la visite, cette mention était bien intégrée dans la procédure.
- consigne "Remplissage carburant pelle aux fronts" pour le remplissage des pelles en bord à bord au niveau des fronts de tailles, cette consigne est transmise à tout nouvel arrivant et disponible sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : RETENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.1

Thème(s) : Situation administrative, VERIFICATION

Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour assurer périodiquement l'étanchéité des dispositifs de rétention [...]. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition des installations classées

Constats :

Pas d'écart constaté.

Les dispositifs de rétention sont contrôlés en interne deux fois par an, l'exploitant a transmis les deux contrôles effectués en Juillet 2023 et Janvier 2024. La vidange des bacs de rétentions est effectué par la société Chimirec qui vient pomper les huiles usagées dans une cuve présente à l'atelier. Le nettoyage des cuves est réalisé 1 fois par an par la société SOA.

L'eau de rejet de 2 séparateurs d'hydrocarbures (séparateurs 2 et 3) présents sur la carrière est contrôlée deux fois par an par la société SGS jusque fin 2023 puis depuis 2024 par la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT. L'arrêté préfectoral impose un contrôle annuel. L'exploitant a transmis les modalités de prélèvement et les deniers résultats obtenus.

L'inspection des installations classées a consulté les bordereaux de suivi de déchets émis lors de ces enlèvements, ce contrôle n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : ACCIDENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, FORMATION

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, le personnel, y compris le personnel intérimaire, reçoit une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025, l'inspection des installations classées a pu consulter mais pas vérifier la bonne application des consignes existantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • sensibilisation du personnel interne et externe à la conduite à tenir en cas de déversement accidentel pour tout nouvel arrivant et sensibilisation aux règles sécurité et environnement mensuelle lors de réunion « quarts d'heure environnement ». L'inspection des installations a consulté un extrait de la présentation traitant de la conduite à tenir en cas de fuite hydraulique et la fiche émargement de la sensibilisation faite en septembre 2023. • formation des sous-traitants exigés et justificatif transmis lors de l'établissement d'un plan de prévention annuel avant toute intervention sur site. Au verso du plan de prévention simplifié, une consigne de conduite à tenir en cas de pollution accidentelle environnementale est présente. • contrôles quotidiens à réaliser avant la mise en route des engins. L'inspection des installations classées a pu consulter les fiches 2024 "Suivi obligatoire des rotations et contrôle quotidien obligatoire des dumpers et tombereaux" et "Suivi obligatoire des rotations et contrôle quotidien obligatoire des chargeuses". Sur ces formulaires à remplir par les opérateurs, une vérification de l'état général de l'engin en début de poste est à faire, dont "fuite huile, eau ...", "purgés des réservoirs", "niveau des liquides"... • procédure "fuites d'hydrocarbures au carreau avec pollution des eaux". Cette procédure a été transmise par l'exploitant à l'inspection, qui a demandé à ce qu'elle soit complétée par une analyse systématique des sols et des eaux en cas de pollution significative. Lors de la visite, cette mention était bien intégrée dans la procédure. • consigne "Remplissage carburant pelle aux fronts" pour le remplissage des pelles en bord à bord au niveau des fronts de tailles, cette consigne est transmise à tout nouvel arrivant et disponible sur le site. <p>L'exploitant rappelle qu'il est audité 1 fois par an par Prevencem, un organisme extérieur de prévention, selon un référentiel robuste de l'Engagement santé-sécurité. <u>Ce rapport d'audit sera transmis à l'inspection des installations classées.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : DECHETS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, DECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des substances, préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait enlever le 06/09/2024, les déchets récupérés lors des 2 déversements accidentels d'huile hydraulique issue des flexibles d'engins qui ont eu lieu en février et mars 2024. Le BSD émis lors de cet enlèvement est le suivant: BSD-20240904-H7K4ASKQR(S101-E0371157, Matériels souillés, CED 15.02.02*, quantité estimée 102 kg, code de traitement R12: ECHANGE DE DECHETS EN VUE DE LES SOUMETTRE A L'UNE DES OPERATIONS NUMEROTEES DE R1 A R11</p> <p>Les déchets collectés sont des déchets en mélange contenant des substances dangereuses et donc le traitement final sera de l'élimination, or le code de traitement renseigné sur le BSD R12 est un code de valorisation et intermédiaire, il ne s'agit pas d'un traitement final. La partie 12 du BSD signalant une valorisation en R1 n'est pas signée et l'exploitant ne dispose pas d'un BSD annexe pouvant justifier le traitement final.</p> <p>Écart constaté: le traitement final du déchet n'est pas tracé dans le BSD</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : DECHETS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2025, article L541-43</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, RUPTURE TRACABILITE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.....Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement. "Par conséquent, le site de Bourgoin-Jallieu doit demander une autorisation à la rupture de traçabilité conformément à l'article L. 541-7 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le BSD émis lors de cet enlèvement des déchets dangereux issus des 2 déversements accidentels d'huile hydraulique des flexibles d'engins qui ont eu lieu en février et mars 2024.est le suivant:</p>

<p>BSD-20240904-H7K4ASKQR(S101-E0371157, Matériels souillés, CED 15.02.02*, quantité estimée 102 kg, code de traitement R12: ECHANGE DE DECHETS EN VUE DE LES SOUMETTRE A L'UNE DES OPERATIONS NUMEROTEES DE R1 A R11</p> <p>Sur la partie 11 du BSD est renseigné un traitement intermédiaire en R12 et une autorisation par arrêté préfectoral à une rupture de traçabilité de ce déchet, la responsabilité du producteur du déchet est alors transférée. L'exploitant est responsable de son déchet jusqu'à son traitement final qui est en R1 (partie 12 du BSD), il doit être en mesure de prouver que l'installation à qui il remet son déchet est autorisée à la rupture de traçabilité.</p> <p>Écart constaté: la rupture de traçabilité du déchet est non-justifiée</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : RISQUE EXPLOSION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ZONAGE ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'article 1er définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :</p> <p>Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;</p> <p>Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.</p> <p>Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.</p> <p>Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles ; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.</p> <p>En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.</p>
<p>Constats :</p>

L'établissement dispose d'une cuve aérienne de GNR (Gasoil non-routier, liquide inflammable de catégorie 3) de 20 m3 avec un distributeur abrité sous un local couvert, ce carburant est destiné aux engins sur site. Le dépotage dans la cuve GNR est réalisé par le dôme par le conducteur qui utilise son propre flexible, lors de cette opération une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison du caractère inflammable des vapeurs de gasoil (inflammable catégorie selon le règlement CLP) et également lors d'autres opérations telles que le dépotage, la distribution au pistolet dans les engins...

La cuve est selon l'exploitant double enveloppe, elle est disposée sur une aire bétonnée, et un séparateur d'hydrocarbures est présent à proximité

Sur la zone de dépotage ou de chargement aucune prise de terre n'est présente, la zone n'est pas identifiée comme une zone à risque d'explosion malgré la présence de vapeurs de liquide inflammable.

L'exploitant doit réaliser une étude pour déterminer les zones à risques d'explosion et mettre en place les équipements de sécurité adéquats tel que la mise en place une liaison équipotentielle pour éviter tout risque explosion des vapeurs de gasoil avec l'électricité statique lors des opérations de dépotage, une procédure devra également être mise en place de l'affichage et des consignes de sécurité. L'exploitant devra également confirmer que le remplissage de la cuve de GNR par le dôme n'est pas réalisé en pluie mais avec un tube plongeur non-ferreux afin d'éviter la formation d'étincelles.

Écart constaté: zonage ATEX non-réalisé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : INCOMPATIBILITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, INCOMPATIBILITES PRODUITS DANGEREUX

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

<p>Le réservoir aérien dans lequel le GNR est stocké a une capacité de 20 m3; à proximité du réservoir (<5m) se situent: une installation de fabrication d'émulsion de bitume (à 40°C) ainsi que 3 conteneurs maritimes appartenant aux entreprises extérieures et qui contiennent des produits dangereux.</p> <p>L'exploitant doit organiser sa zone de produits dangereux de manière à éviter les incompatibilités chimiques et les effets dominos et transmettre un plan de la zone de stockage à jour à l'inspection des installations classées.</p> <p>Écart constaté: les incompatibilités de produits dangereux ne sont pas respectées</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : accès aux zones dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, CLOTURE ZONE STOCKAGE GNR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions sont prises afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Le réservoir aérien de GNR de 20 m3 est situé sur une aire bétonnée, dont l'accès est grillagé sur une hauteur d'environ 1 m, un portillon à clef avec un affichage limité (GNR + pictogrammes CLP: inflammable, Toxicité spécifique pour certains organes cibles, dangereux pour l'environnement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : STOCKAGE PRODUITS DANGEREUX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RETENTION</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a procédé à une visite terrain, elle a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le bâtiment de commande, la présence de 2 fûts métalliques contenant des huiles de vidange usagées étaient stockés sur une palette bois sans rétention • dans les conteneurs maritimes dédiés aux entreprises extérieures, à proximité du concasseur, des produits chimiques en mélange pour certains sans rétention <p>L'exploitant doit mettre tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sous une rétention, en respectant les incompatibilités chimiques et le dimensionnement des rétentions. L'exploitant doit être en mesure de communiquer à tout moment sur la nature et les quantités de produits présents sur le site et cela même si les produits ne lui appartiennent pas.</p> <p>Écart constaté: absence de rétention sous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : STOCKAGE MATERIAUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, STABILITE
Prescription contrôlée :

L'abandon, le rejet et le dépôt non contrôlé des déchets d'extraction sont interdits. Les zones de stockage de déchets sont exploitées de façon à assurer leur stabilité et en particulier à éviter les glissements profonds, les écroulements de parois, l'érosion par sape du pied, les ravinements et la dégradation des ruisseaux couverts. L'exploitant surveille la stabilité des digues, terrils et remblais lors de la phase d'exploitation et, plus généralement, les mouvements que peuvent subir les déchets, en recueillant régulièrement les informations suivantes, fixées en fonction de l'étude de dangers :

- ☐ le niveau de l'eau ou de boue dans le cas des digues de retenue ;
 - ☐ la qualité et le volume des eaux de percolation dans le cas des digues de retenue ;
 - ☐ la position de la nappe phréatique dans le cas des digues de retenue ;
 - ☐ la pression interstitielle ;
 - ☐ le mouvement des déchets, résidus et remblais susceptibles d'intervenir ;
 - ☐ le drainage sous le sommet et la géométrie des pentes/gradins dans le cas des terrils, etc.
- [...]

Constats :

Lors de la visite terrain, à proximité immédiate de la zone de stockage des entreprises extérieures et de l'installation de remplissage de la cuve de GNR, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un tas de sable dont la hauteur avoisine les 15m avec une pente $>45^\circ$, selon les déclarations de l'exploitant, il s'agit d'un vieux tas de sable stocké depuis plusieurs années.

Le contrôle visuel a permis de repérer des instabilités et de déceler des glissements ou éboulements de masse sur ces verses.

Le risque de glissement et d'éboulement du talus de verse de sable est important, on constate sur le talus (en haut et en bas) une dégradation du talus engendrée par les pluies et les infiltrations d'eau et des éboulements au bas de la verse.

Ces phénomènes peuvent être amplifiés par les vibrations engendrées par les engins et les installations de traitement à proximité immédiate. La cohésion et stabilité du remblai, qui dépend de la nature des matériaux, de leur granulométrie, des conditions météorologiques défavorables (cycle gel-dégel), doivent être évaluées par l'exploitant en réalisant une étude géotechnique, des actions d'identification (hauteur de la verse, pente, relevés topographiques) et de sécurisation tels que la surveillance des talus avec inspections régulières, l'entretien des éléments de structure et l'information du personnel, devront être mis en place dans de brefs délais.

Écart constaté: instabilité du stockage sable à proximité des installations de traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois